



LES CONFÉRENCES

GÉRARD-PARIZEAU

4^e conférence

ALAIN TOURAINÉ

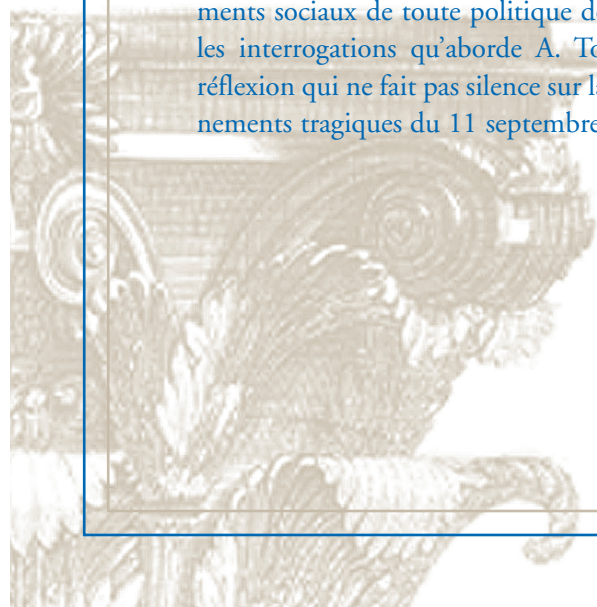
**La globalisation:
réalités, idéologies et déclin**

Le 3 avril 2003

Série Université de Montréal



Feu la globalisation! Tel est l'argument-choc développé par A. Touraine pour donner sens à la période actuelle de l'histoire humaine. Les rapports sociaux des dernières décennies s'articulaient autour d'une double tendance: d'une part, des domaines de la vie économique et sociale de plus en plus organisés au niveau mondial, et sous-tendus par une rationalité et une action capitalistes prônant la libération par rapport à toutes forces de régulation et de contrôle; et d'autre part, des actions, des oppositions rappelant la nécessité de replacer l'économie sous le contrôle d'acteurs politiques et sociaux, acteurs dont le niveau d'intervention demeurerait toutefois ambigu. Cette dualité, marquée par la globalisation, a vécu. Elle a cédé la place à un nouvel ordre mondial, fondé sur la politique de puissance et l'interventionnisme politique et militaire des États-Unis d'Amérique que défend le régime du Président G. Bush au nom de sa mission divine de lutte contre l'axe du mal. Comment sortir de cette politique dite réaliste, triomphe de la guerre, de la peur et de jeux politiques vides et sans réelle finalité sociale? Est-ce la fin de la modernité politique? Comment reconstruire un espace politique, notamment mondial, à même des liens structurants entre la politique et les sociétés, de même que les institutions internationales? Comment réinventer les fondements sociaux de toute politique démocratique? Ce sont là les interrogations qu'aborde A. Touraine au terme d'une réflexion qui ne fait pas silence sur la guerre d'Irak et les événements tragiques du 11 septembre 2001.



LES CONFÉRENCES

GÉRARD-PARIZEAU

**La globalisation:
réalités, idéologies et déclin**

Série Université de Montréal

Prix et conférences Gérard-Parizeau

Le fonds Gérard-Parizeau est destiné à souligner la double carrière de celui dont ce fonds porte le nom. Professeur à l'École des Hautes Études Commerciales, courtier d'assurances dont le cabinet deviendra le plus important du Québec, il commençait à l'automne de sa vie une carrière d'historien dont l'œuvre éclaire, souvent de façon originale, des chapitres peu connus de l'histoire du Québec, au XIX^e siècle en particulier.

Le Comité responsable du Fonds Gérard-Parizeau constitué de représentants de l'Université de Montréal (dont le doyen de la Faculté des études supérieures) et de l'École des Hautes Études Commerciales (dont le directeur) et de membres de la famille Parizeau, préside, chaque année, à l'attribution d'un prix et de l'organisation d'une conférence publique, alternativement dans les champs de l'économie, de la finance et de l'assurance, et dans celui de l'histoire.

Le Comité détermine, chaque année, les règles d'attribution du prix, celles qui s'appliqueront à la conférence publique et désigne les membres du jury. HEC et l'Université de Montréal (par le truchement de la Faculté des études supérieures et du Département d'histoire) sont chargées, en alternance, de l'organisation des événements.

Le premier prix fut attribué en l'an 2000, pour souligner une contribution exceptionnelle au développement de l'assurance et de la gestion des risques au Québec. Le récipiendaire en fut M. Jean-Marie Poitras.

En 2001, le prix était attribué dans le domaine de l'histoire. Le comité responsable décida que l'étude du XIX^e siècle québécois, auquel Gérard Parizeau avait accordé tant d'importance, serait la période retenue pour l'attribution du prix. Le jury consacra les travaux de M. Gérard Bouchard.

En 2002, le Prix Gérard-Parizeau revint à l'assurance et à la gestion des risques, cette fois pour l'enseignement et la recherche. Il fut attribué à M. Georges Dionne.

En 2003, le comité responsable détermina que le prix serait accordé pour des travaux d'histoire économique et sociale. C'est à M. Bryan Young qu'il fut attribué.

Au moment où ces lignes sont écrites, les règles d'attribution du prix 2004, n'ont pas encore été établies.

La conférence publique a lieu le jour où le Prix Gérard-Parizeau est attribué. Quatre de ces conférences publiques ont eu lieu et le texte en a été publié.

1^{re} conférence (série HEC), le 4 avril 2000.

M. Michel Crouhy

La gestion du risque de crédit et la stabilité du système financier international.

2^e conférence (série Université de Montréal), le 20 mars 2001.

M. Gérard Noiriel

*L'historien face aux défis du XXI^e siècle.
Mondialisation des échanges et crise des États-nations.*

3^e conférence (série HEC), le 10 avril 2002.

M. Philippe Jorion

La gestion des risques après le 11 septembre 2001.

4^e conférence (série Université de Montréal), le 3 avril 2003.

M. Alain Touraine

La globalisation, réalités, idéologies et déclin.

Présentation du conférencier Alain Touraine

Agrégé d'histoire, détenteur d'un Doctorat-ès-Lettres en sociologie, Directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Fondateur du Centre d'analyse et d'intervention sociales, Docteur Honoris Causa de l'Université de Montréal, Alain Touraine est un sociologue français de réputation internationale. Depuis de très nombreuses années, la sociologie de l'action, puis celle des mouvements sociaux comme acteurs centraux des sociétés de la modernité avancée, s'écrivent à partir des travaux d'Alain Touraine et des débats qu'ils ont nourris et continuent d'alimenter. Plus récemment, il s'est attardé aux modes de production du Sujet dans les sociétés de la modernité avancée, le Sujet comme construction de la subjectivité, de la personne, bien sûr, mais aussi comme construction du social, des rapports sociaux dont se nourrissent les sociétés concrètes. En ce sens, au lieu d'exacerber les écarts entre deux mondes, celui de la rationalité, du progrès scientifique et technologique, des rapports marchands, et, d'autre part, le monde de la subjectivité, la personne, et même le social, le Sujet à l'œuvre pour s'affirmer jette des ponts, fabrique des arrimages, rapproche ces univers à travers les enjeux de la démocratie, de l'éducation, de la santé, des droits de la personne, des relations amoureuses, des rapports entre hommes et femmes. A. Touraine est l'auteur de: Critique de la modernité, 1992; Qu'est-ce que la démocratie? 1994; Pourrons-nous vivre ensemble? Égaux et différents, 1997; Comment sortir du libéralisme? 1999; La recherche de soi. Dialogue sur le Sujet. (Avec F. Khosokhavar), 2000.

Présentation du lauréat 2003

Originaire de Winnipeg, Brian Young a fait ses études universitaires à Toronto et à Kingston. Il commença sa carrière d'enseignant à l'Université du Vermont, puis vint à l'Université McGill en 1975. Auteur de cinq monographies, il a publié tour à tour *Promoters and Politicians: the North-Shore Railways in the History of Quebec 1854-85* (1978), *George-Etienne Cartier: Montreal Bourgeois* (1981), *In its Corporate Capacity: the Seminary of Montreal as a Business Institution, 1816-1876* (1986), *The Politics of Codification: The Lower Canadian Civil Code of 1866* (1994), *The Making and Unmaking of a University Museum: The McCord, 1921-1996* (2001). Il a publié en collaboration six autres ouvrages, dont *A Short History of Quebec*, une synthèse de l'histoire du Québec qui vient de connaître une troisième édition. Deux de ses ouvrages ont été traduits en français. Il est aussi l'auteur d'une vingtaine d'articles ou de chapitres dans des ouvrages collectifs.

L'historien Young a voué toute sa vie professionnelle à l'étude du passé québécois. Il a contribué de façon insigne à notre compréhension de la bourgeoisie montréalaise, de ses institutions et de sa culture. Par touches successives, il a dressé un portrait nuancé, intime et fascinant de cette classe dans ses rapports avec la communauté locale et nationale. Il a révélé les mécanismes par lesquels elle a imposé son pouvoir dans la gestion des affaires et des institutions politiques et culturelles. Ses travaux mettent en lumière les interactions entre le public et le privé, entre l'économie, le politique et le droit, entre la culture et la religion. Ainsi, dans son ouvrage sur le Séminaire de Montréal, Brian Young reconstruit les

stratégies adoptées par les Sulpiciens pour adapter une institution seigneuriale au capitalisme industriel. Puis reprenant la question de la transition, il reconstitue le contexte et les enjeux qui président à l'élaboration du code civil de 1866, lequel constitue un compromis entre différentes élites, faisant coexister, entre autres, le paternalisme dans le droit familial et le libéralisme dans le droit des affaires. Ses recherches actuelles sur les familles McCord et Taschereau sont à l'image de ces relations entre les communautés anglophone et francophone qui ont façonné le visage du Montréal contemporain. Homme de terrain, fin connaisseur des archives privées, institutionnelles et publiques, il a su par ses écrits qui conjuguent l'art de la dentelle et l'art de la fresque reconstituer le tissu d'une société dont il montre la complexité et la modernité.

Brian Young a aussi été très actif au sein de diverses sociétés savantes telles que la Société historique du Canada, l'Institut d'histoire de l'Amérique française, le Groupe d'histoire de Montréal. Il a démontré à plusieurs occasions ses talents d'animateur hors pair. Les synthèses qu'il a préparées témoignent de son engagement dans la formation des étudiants et dans la promotion de la discipline historique auprès d'un large public.

Parmi les honneurs qui ont jalonné sa carrière, signalons le Prix Lionel-Groulx pour le meilleur ouvrage publié en 1986 en histoire québécoise et une invitation à la Chaire Standard Life en études canadiennes à l'Université d'Edimbourg. Il est titulaire depuis 2002 de la Chaire James McGill à l'Université McGill. Le Prix Gérard-Parizeau honore en Brian Young un chercheur original, prolifique, dont l'œuvre a marqué l'historiographie d'ici et a largement contribué à faire connaître l'histoire du Québec hors du Québec.

Présentation par Claude Morin, directeur du Département d'histoire, Université de Montréal.

La globalisation : réalités, idéologies et déclin

Note introductive

Au moment où j'ai soumis le titre de ma conférence aux organisateurs, je voulais avant tout défendre l'idée que les États-Unis, et à travers eux l'ensemble du monde, avaient basculé en très peu de temps d'un certain type de société et de politique à un autre, de ce qu'on a appelé la globalisation, c'est-à-dire d'un degré supérieur d'intégration des acteurs et des forces économiques, à une politique qu'on peut appeler hégémonique ou guerrière, caractérisée par la priorité donnée à des rapports de force, même quand ils sont liés à la défense de principes comme la sécurité, voire même la démocratie ou les droits de l'homme. En ce moment même où je parle, la guerre a été déclenchée après de longues et finalement inutiles discussions au Conseil de Sécurité des Nations-Unies; la puissance immense des États-Unis impose une solution militaire et il est trop tôt encore pour savoir dans quelles conditions va s'organiser en Irak la période post-Saddam et plus encore quelles vont être les répercussions de cette guerre sur l'ensemble du Moyen-Orient, mais aussi sur les États-Unis, les Amériques et l'Europe. Je n'ai pas pensé possible de garder à cet exposé une orientation purement historique; ce serait mal servir les sciences sociales que de les croire incapables d'éclairer les situations les plus immédiates et les plus contraignantes. Je vais donc essayer de maintenir une analyse qui relève des sciences sociales, qui s'efforcera naturellement d'être aussi indépendante des intérêts en question que possible, tout en m'efforçant de rendre plus compréhensibles et les événements que nous vivons et les débats dans lesquels nous sommes tous, d'une manière ou d'une autre, engagés.

Triomphe et déclin de la globalisation

Depuis la chute de l'empire soviétique, les États-Unis et l'ensemble du monde se sont trouvés dans une situation où la puissance américaine n'avait plus d'ennemis à sa taille à craindre et où, par conséquent, les préoccupations stratégiques, politiques et militaires perdaient de leur importance. Pendant les années quatre-vingt-dix, cette importance nouvelle donnée aux transformations économiques fut renforcée par la rapidité et les résultats de transformations technologiques qui ont à la fois mobilisé des ressources immenses et entraîné des modifications importantes, aussi bien dans nos méthodes de production que de consommation et de communication. On pourrait dire que, après la longue période de la guerre froide, nos sociétés, en particulier dans le monde occidental, sont redevenues largement des sociétés civiles. Les faits économiques et sociaux ont semblé l'emporter partout et pour une longue période sur la politique proprement dite. Ce qui a été rendu plus visible encore par l'affaiblissement ou la crise des organisations politiques et même de certaines institutions. Partout a été notée la perte d'influence des partis politiques; souvent on a pu parler aussi d'un recul des syndicats et des capacités de négociations collectives ou de pressions exercées sur les gouvernements pour obtenir de nouvelles lois sociales. Que faut-il entendre par globalisation, par ce mot qui a dominé notre expérience et notre vocabulaire pendant quinze ans et qui a été souvent laissé dans un vague dangereux?

Le mot désigne assurément en premier lieu des transformations matérielles de grande envergure. Il est vrai que, dans tous les domaines de la vie économique et sociale, les activités se sont de plus en plus organisées au niveau mondial ou au moins très largement international et que nous avons assisté au développement rapide non seulement d'échanges économiques, mais surtout de réseaux financiers mondiaux, en même temps

que, dans le domaine de la recherche scientifique comme dans celui de la culture de masse, on voyait se renforcer très rapidement les échanges internationaux ou plus exactement la capacité de diffusion mondiale d'idées et de produits élaborés dans les centres économiques les plus puissants.

Mais au-delà de cette utilité descriptive, l'idée de globalisation a eu sinon d'autres intentions, du moins d'autres implications et d'autres effets. Partout s'est répandue l'idée que, les faits économiques étant organisés au niveau mondial et les acteurs politiques, sociaux ou culturels agissant à un niveau national ou même local, il existait une rationalité économique qui tenait à cette différence d'échelles et qui devait rendre souhaitable et d'ailleurs nécessaire la libération de l'économie de toutes les forces de régulation ou de contrôle qui cherchaient à lui imposer des logiques étrangères aux siennes propres. On peut donc dire, en prenant le mot en son sens le plus classique, qu'on a assisté à une très forte poussée d'une pensée et d'une action capitalistes extrêmes. On peut en effet appeler capitalisme l'ensemble des mesures qui libèrent l'économie de logiques extérieures à elle, et nous savons historiquement qu'il n'y a pas eu de développement économique, en quelque lieu ou en quelque période que ce soit, qui n'ait pas eu une composante capitaliste. Mais il existe aussi et au même niveau de fortes tendances et des actions tout aussi nécessaires qui visent à créer ou recréer des liens entre l'économie et l'ensemble de la société. L'histoire de la gestion économique a toujours été celle des tensions, oppositions ou compromis entre la tendance capitaliste dans l'économie et la tendance opposée, qu'on a appelée souvent interventionniste. De telle manière que l'autonomie de l'économie, mais aussi sa soumission en tant que système de moyens à un certain nombre de finalités ont toujours représenté les deux faces opposées de la modernité économique. Pendant la très longue décennie qui a suivi la chute du mur de Berlin puis de tout l'empire soviétique, on a vu se développer avec une extrême force une pensée capitaliste, c'est-à-dire l'idée si fortement

exprimée par le Consensus de Washington, à savoir que la modernisation, le bien-être et même peut-être la démocratie ou en tout cas les libertés dépendent avant tout de la capacité des pays concernés de libérer l'économie des entraves, des intérêts, des préjugés ou des traditions qui l'empêchent de s'adapter à l'élargissement des marchés, au renouvellement rapide des technologies et à l'organisation rationnelle des unités de production.

Naturellement, ce triomphe de la globalisation a entraîné de forts mouvements d'opposition qui, sous des formes diverses mais rapidement convergentes, ont rappelé la nécessité de replacer l'économie sous le contrôle d'acteurs politiques et sociaux dont cependant on ne voyait pas clairement à quel niveau ils devaient intervenir. Les pensées les plus intéressantes ont été celles qui ont cherché à concevoir une régulation mondiale des activités économiques, comme d'ailleurs des interventions mondiales, dans des domaines aussi différents que la répression des crimes de guerre ou la défense de l'environnement. À la fin de cette période, c'est-à-dire au début du nouveau siècle, on peut dire que l'opposition entre partisans et adversaires de la globalisation, entendue comme je viens de la définir, a constitué de plus en plus l'axe central de la politique et même des mouvements sociaux dans de très nombreuses parties du monde. Nulle part l'importance de la globalisation n'a été plus grande qu'aux États-Unis, en premier lieu parce que c'est dans ce pays qu'elle a remporté ses plus grands succès et aussi dans ce pays que se sont trouvés concentrés les principaux centres de décision, même s'il est vrai qu'on a pu parler à juste titre d'une société de réseaux et que l'image d'Internet a fait penser que ces réseaux seraient de plus en plus sans centre. Nous savons bien que, dans la plupart des cas, il n'en a pas été ainsi et que la concentration des ressources, des connaissances et des moyens de décision n'a cessé d'augmenter. On a même pu dire – ce qui devrait être nuancé – que le monde entier s'est trouvé engagé dans un mouvement

d'accroissement des inégalités et même de renforcement des formes d'exclusion sociale qui se rencontrent même dans les pays les plus riches et qui enferment la majorité de la population, dans les pays les plus pauvres, dans une situation où leur possibilité de trouver une solution individuelle ou collective est extrêmement faible. Il faut ajouter de manière plus concrète que, pendant cette période, les grands concurrents des États-Unis ont connu des périodes de faiblesse, alors que les États-Unis eux-mêmes connaissaient une forte expansion. Le Japon est paralysé par une crise financière depuis plus d'une décennie et l'Europe occidentale a fait preuve pendant toute cette période à la fois d'une insuffisance d'investissements, en particulier dans la recherche et les secteurs de production les plus modernes, et d'un alourdissement des charges de la collectivité au profit de catégories qui sont plutôt celles qui sont proches de l'État que celles qui ont le plus besoin d'être aidées pour améliorer leur situation. Il faut ajouter que, pendant toute cette période, l'Europe occidentale, malgré les progrès décisifs opérés par l'Union Européenne, a montré à la fois une grande incapacité d'action internationale et une perte de confiance dans ses modèles sociaux qui avaient été nommés Welfare State pendant la deuxième partie du XX^e siècle.

Il faut ajouter que cette prédominance de la société économique a été associée au maintien d'une politique américaine qui restait relativement ouverte à des projets d'intégration et d'alliances continentales ou mondiales. Les États-Unis, tout en menant une politique fortement unilatérale même sous la présidence de Bill Clinton, ont attaché la plus grande importance au développement de leurs alliances, en particulier dans l'ordre militaire où l'OTAN est resté, malgré des conflits assez vifs entre Européens et Américains, un instrument central de la politique américaine et on sait l'importance primordiale attachée à l'action de l'OTAN, c'est-à-dire aux forces de sécurité militaires pour les pays qui avaient fait partie de l'empire soviétique et qui sont en voie d'intégration dans

l'Union Européenne. L'idée même de globalisation entraîne un certain niveau d'internationalisation puisque les entreprises nationales et les réseaux financiers, même quand leurs centres principaux de décision se trouvent aux États-Unis, associent au fonctionnement du système économique globalisé une partie des autres pays ou au moins de ceux dont le poids est le plus important dans la vie économique mondiale.

Cette situation, ce triomphe de la globalisation et cette importance croissante des mouvements qui s'y opposent, a semblé se renforcer continuellement au cours de la dernière décennie du siècle. Même si les transformations de la Chine ont été rapides sans que le régime politique chinois cesse d'être autoritaire, au début du XXI^e siècle la Chine ne peut pas apparaître comme une menace pour l'hégémonie américaine ou la richesse du monde capitaliste. Au contraire, une partie rapidement croissante de la population et de l'économie chinoises est entrée dans les marchés mondiaux, ce qui a affecté d'une manière profonde le fonctionnement de l'économie mondiale.

Et pourtant, en l'espace de quelques mois et peut-être même de quelques jours, ce modèle de société a été sinon renversé, du moins recouvert par une autre représentation de la réalité qui comporte d'autres priorités. Il est trop tard maintenant pour souligner l'extrême rapidité et la grande force de ce retournement, puisque personne ne peut douter aujourd'hui des effets immenses de l'attaque du 11 septembre 2001, de la destruction des tours du World Trade Center par des commandos aériens suicides. Mais avant même l'éclatement de la guerre en Irak, il était devenu impossible de ne pas se rendre compte que la priorité était passée aux États-Unis, et, par conséquent, dans la plus grande partie du monde, des problèmes économiques à des objectifs politiques, militaires et idéologiques, pour ne pas dire parfois religieux. Il est difficile à des Européens de comprendre la force du traumatisme subi par la population américaine

à la suite de ces attentats réussis. Les Européens ont connu sur leur sol des guerres, des destructions massives, des bombardements intenses aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est, tandis que les États-Unis ne s'étaient jamais trouvés être sur leur propre territoire l'objet d'une attaque directe, car Pearl Harbour a atteint une flotte et non pas des bâtiments symboliques dans la capitale économique du pays. Plus important encore est le fait que beaucoup d'habitants des États-Unis sont venus dans ce pays soit eux-mêmes, soit dans la génération de leurs parents ou grands-parents, comme dans un pays refuge et un pays d'ouverture et de chance nouvelle. Pour beaucoup d'émigrés, de réfugiés ou d'exilés, la menace pesant désormais sur les États-Unis est apparue comme une menace personnelle: où pourrait-on se réfugier si les États-Unis n'étaient plus une terre de sécurité?

Mais ces explications psychologiques, si souvent mentionnées à juste titre, ne peuvent pas nous satisfaire, car l'impact des attentats du 11 septembre a été bien au-delà d'une commotion psychologique ou d'une remise en cause de certaines priorités.

Signification du 11 septembre

Si on admet, ce qui est aisé, la place centrale occupée pendant les années quatre-vingt-dix par le conflit entre partisans et adversaires de la globalisation, on peut avancer l'hypothèse qu'aux États-Unis comme ailleurs les catégories sociales ou les modes de représentation et de vie qui se sont sentis menacés par la globalisation ont été considérables. Aux États-Unis comme en Europe occidentale et dans d'autres pays aussi, on assiste au renforcement parfois rapide et même victorieux de forces qu'on peut appeler nationalistes et populistes, qui se situent plus souvent à droite et à l'extrême-droite qu'à gauche, mais qui entraînent aussi des groupes politiques et idéologiques de gauche et surtout d'extrême-gauche.

Partout ou presque en Europe, avec l'exception presque complète de l'Allemagne, on a vu se former des mouvements qui en appelaient à la défense des intérêts locaux ou nationaux et, au-delà des intérêts, d'éléments culturels et politiques qui réagissaient contre une globalisation qui était aussi le plus souvent associée à la domination des États-Unis. Ce qui est vrai et très visible dans tant de pays européens n'est-il pas vrai aussi aux États-Unis? Même si la réussite économique de ce pays a été spectaculaire au cours de la dernière décennie, nombreuses sont les catégories qui se sont senties menacées et plus encore inquiétées par les transformations de la vie économique et par l'internationalisation des décisions. Il existe aussi une Amérique «d'en bas» qui s'inquiète de la mondialisation, du déplacement des activités, du vieillissement de beaucoup de qualifications et des difficultés croissantes rencontrées dans leur recherche d'emploi par les personnes âgées et celles dont le niveau de formation initiale est bas. La transformation de la politique américaine n'a pas consisté seulement à redonner, pour employer des expressions de Robert Kagan, la priorité à Hobbes sur Kant, à la force sur la négociation, à la concentration sur l'internationalisation des activités et des décisions; l'opinion américaine a été fortement marquée, comme celle de beaucoup de pays, par une poussée des attitudes traditionalistes ou conservatrices et, en particulier, par la pression parfois vive exercée par certains milieux religieux. C'est à juste titre qu'on a noté partout l'importance des références religieuses dans les discours du Président Bush qui est lui-même un nouveau chrétien, converti au christianisme après s'en être écarté pendant une période. Même si le Dieu auquel il est fait référence reste peu défini et n'est jamais identifié au christianisme pour ne pas créer de conflits ouverts avec les juifs, les musulmans ou les représentants d'autres religions, cette référence religieuse si chère au Président Bush indique la prééminence donnée à la conscience d'appartenance et d'intégration sur la volonté et le désir de changement et d'ouverture.

À la présidence de Bill Clinton, qui était associée à l'ouverture relative du système de décision américain, qui voulait se garder un rôle d'intégration mondiale et, en particulier, qui cherchait à tenir compte de ses alliés, même quand les relations avec eux apparaissaient difficiles, a succédé celle du Président Bush qui, non pas depuis sa campagne électorale et ses premiers mois à la Maison Blanche mais depuis le 11 septembre, a marqué la victoire rapide de ceux qu'on a appelés les réalistes en matière de politique internationale, réalistes parmi lesquels une place centrale doit être accordée au Secrétaire Adjoint à la Défense, Monsieur Paul Wolfowitz. Ceux qu'on appelait les réalistes ont conquis peu à peu la majorité dans l'entourage du Président, jusqu'à ce que leur adversaire principal, le Secrétaire d'État Colin Powell, soit obligé de s'incliner et de devenir même le porte-parole de la nouvelle politique dans l'enceinte des Nations-Unies.

L'esprit conquérant des États-Unis a été remplacé en quelques instants par la conscience des menaces qui planaient au-dessus du pays. Le vocabulaire du Président Bush n'est certes pas nouveau, puisque l'opposition des forces du bien et des forces du mal avait été au cœur de la doctrine Truman au lendemain de la seconde guerre mondiale, mais le nouveau Président a donné à cette analyse de la situation créée par le 11 septembre un ton presque extrême et qui devait se traduire par des changements politiques profonds et presque immédiats. L'Amérique s'est sentie à nouveau chargée d'une mission, celle de faire triompher le bien sur le mal. Elle a reconnu qu'elle seule pouvait assumer cette mission et qu'elle ne devait pas compter sur des alliés de plus en plus hésitants et qui pourtant l'avaient encore soutenue dans la guerre du Golfe contre l'Irak en 1991. Surtout s'est imposée dans les milieux dirigeants l'idée d'un nouvel ordre mondial. Ce qui montre à quel point il est insuffisant de parler d'une guerre d'Irak ou d'une crise irakienne. Non seulement après le 11 septembre les États-Unis ont envoyé une expédition punitive

à la recherche de Ben Laden en Afghanistan, ce qui a abouti à la destruction du régime des Talibans, mais au-delà de l'Irak d'autres pays sont visés, la Corée du Nord le plus directement à cause du fait qu'elle possède des armes nucléaires, mais aussi l'Iran et surtout, en arrière-plan, la Chine qui apparaît aux milieux dirigeants américains comme la grande menace pour l'ordre établi et dominé par les États-Unis dans la seconde moitié du XX^e siècle.

La doctrine Bush

Malgré l'importance des problèmes économiques et celle de l'immigration pendant toute l'histoire des États-Unis, ce pays, depuis ses débuts, a été porté vers les idées qui viennent de trouver leur expression extrême dans la doctrine Bush. Les Européens eux-mêmes ont souvent renforcé les États-Unis dans leur conviction qu'ils étaient le pays de l'avenir, chargé d'une mission de liberté et de progrès que les pays européens étaient devenus incapables d'assumer, en particulier à cause de leurs guerres intra-européennes suicidaires. Il est difficile à chaque période de l'histoire américaine de mesurer l'importance relative de l'appel à l'État militaire et politique et inversement aux forces de développement économique et de diversification sociale et culturelle. Mais la plupart des observateurs et des analystes sont d'accord pour donner à l'unité de la nation, à sa conscience à la fois patriotique et morale, une importance extrême. Ceux qui ont donné des Américains l'image d'une nation guidée par l'intérêt se sont, en général, trompés. Ce qui ne les empêche pas aujourd'hui encore de recourir aux mêmes explications et de penser que la guerre actuelle a pour raison et pour fonction principales la défense des intérêts américains dans l'approvisionnement en pétrole. À de nombreuses reprises et avec les résultats les plus variables, les États-Unis ont voulu intervenir pour des raisons proprement politiques, que certains peuvent d'ailleurs

appeler impérialistes. Les différences en ce domaine entre les États-Unis et l'Europe occidentale, ou plus précisément l'Union Européenne, ont été soulignées souvent à juste titre. Les Européens, qui ont si longtemps révééré la raison d'État et la *Machtpolitik*, sont devenus, depuis qu'ils ont perdu leur puissance mondiale, plus civils qu'étatiques et militaires, plus soucieux de compromis, de négociations et d'alliances que d'interventions directes et, en particulier, militaires. Chaque pays européen a longtemps eu une vision unilatérale de son rôle dans le monde, mais l'Europe unie a renoncé presque complètement à cette représentation d'elle-même. Au point que l'idée courageuse lancée par Bernard Kouchner d'un devoir d'ingérence dans la vie de pays étrangers lorsque les droits de l'homme se trouvent gravement menacés, si elle a eu des échos et a entraîné des conséquences à un niveau intellectuel et institutionnel, n'a pas réussi à donner aux Européens une conscience nouvelle de leur mission. On l'a vu de la manière la plus claire au cours de la décomposition belliqueuse de la Yougoslavie passée sous la dictature serbe de Milosevic. Les Européens n'ont pas réussi à régler un conflit entièrement européen, comme celui qui a déchiré la Bosnie, et ils ont cherché à freiner les initiatives américaines pendant la guerre du Kosovo.

Les États-Unis, au contraire, pour des raisons qu'on peut appeler aussi bien stratégiques que morales, ont toujours été disposés à intervenir directement, c'est-à-dire militairement, dans les affaires de beaucoup de pays. Les Latinoaméricains sont habitués à ces interventions directes, souvent très prolongées, parfois en coup de poing, aussi bien au Mexique pendant la révolution qu'à Haïti ou en République dominicaine ou, de manière moins massive, aujourd'hui en Colombie et dans d'autres pays, sans mentionner même le rôle joué par les États-Unis dans de nombreux coups d'État et, en particulier, dans celui du Général Pinochet au Chili en 1973, un 11 septembre dans ce cas aussi.

Les États-Unis aujourd'hui sont engagés dans une guerre contre un ennemi multiforme, mais qui apparaît aux dirigeants de ce pays et à une partie de l'opinion comme une menace directe. On peut critiquer ou rejeter cette position; on peut douter de sa sincérité et donner des interprétations moins idéalistes de leur conduite. Il n'en reste pas moins que la logique principale d'action du Président et de son administration est bien de type politique, militaire et idéologique. Les États-Unis, comme beaucoup de pays, font face aujourd'hui à des difficultés économiques sérieuses, qui ont même été aggravées dans le cas de New York par l'attentat du 11 septembre. Néanmoins, ils ont engagé sans hésiter et très rapidement des budgets de guerre d'un volume très élevé, alors même qu'au cours de toute la décennie passée les Européens refusaient de se donner une politique commune de défense. L'objet central de la réflexion de tous les observateurs, et de moi-même aujourd'hui devant vous, est de s'interroger sur le sens et, de plus en plus, sur les conséquences de cette nouvelle politique, de cette volonté de créer un nouvel ordre mondial, qui marque une rupture si nette avec la longue période postérieure à la guerre froide, pendant laquelle les objectifs économiques, financiers ou même culturels étaient apparus comme prédominants. En tout cas, on ne peut pas nier que le changement de la politique américaine ait été et soit volontaire, décidé et appuyé sur une conscience extrême des intérêts supérieurs, matériels ou moraux, qui sont mis en jeu dans les rapports internationaux actuels.

Pourtant, un certain nombre d'observateurs opposent à l'interprétation que je viens de présenter l'idée d'une continuité plus grande, peut-être même presque complète, entre la politique d'expansion économique et de globalisation des années quatre-vingt-dix et la politique actuelle avec sa logique politique et militaire dominante. Ces observateurs voient dans les deux périodes agir des formes différentes, mais complémentaires d'une hégémonie américaine qui est à la fois économique

et politique et qui même doit être politique et militaire pour pouvoir se maintenir et se renforcer économiquement. Une telle interprétation a l'avantage de la simplicité, mais celle-ci est illusoire comme est confuse l'idée de pouvoir ou même d'hégémonie qu'on utilise si naturellement et si souvent. Les États-Unis sont en effet, depuis longtemps et surtout depuis leur victoire à l'issue de la guerre froide, un pays dominant et dominateur dans tous les domaines. On peut de la même manière souligner les liens qui unissent pauvreté, dépendance économique et subordination politique dans beaucoup de pays dits du tiers-monde. Mais ces expressions sont trop générales pour nous donner une explication des politiques réelles et surtout de leur changement. Il est exclu que les États-Unis, comme tout autre pays, ne prennent pas en considération leurs intérêts économiques majeurs. Mais, même au Moyen-Orient, on peut penser que l'avenir d'Israël pèse sur la politique américaine d'un poids encore plus lourd que celui du ravitaillement en pétrole. Il faut d'ailleurs rappeler au passage que c'est l'Europe occidentale, et non pas les États-Unis, qui est massivement dépendante du pétrole irakien et que c'est plutôt du côté de l'Europe qu'on peut faire appel à une explication économique de la politique, bien que, dans ce cas aussi, cette interprétation apparaisse comme gravement insuffisante ou même erronée. Je reviendrai plus loin dans mon analyse sur le sens qu'il faut donner à ce retour au climat du politique. Mais il faut d'abord, pour bien le comprendre, comparer la politique américaine avec celle de l'Europe occidentale.

L'Europe et le refus de la puissance

L'opinion publique dans tous les pays de l'Union Européenne s'est exprimée assez massivement et fortement comme hostile à la politique américaine pour qu'il soit utile et équitable, avant de comprendre cette opposition, de porter sur la conduite des pays européens un jugement

plus critique et qui tienne compte des reproches, parfois virulents, faits par les États-Unis aux pays européens. Il est vrai, en effet, que, dans la crise actuelle en particulier, les pays européens ont fait peu entendre leurs critiques de la dictature irakienne et plus largement n'ont présenté aucun projet de politique internationale. Pas plus pour les Européens que pour les Américains, il ne faut chercher d'explication à cette attitude dans des intérêts économiques qui auraient, en particulier, empêché la France de condamner l'Irak où elle a fait de grands investissements économiques et même militaires. Mais, quelle que soit l'opinion qu'on porte sur les effets des manifestations anti-américaines en Europe – et il faut dire clairement que ces manifestations ont une signification, dont je chercherai à montrer qu'elle est fortement positive –, il faut s'interroger sur le caractère négatif des interventions européennes.

L'Union Européenne n'est pas seulement une construction économique développée pragmatiquement et avec un succès presque imprévisible au départ. Elle est aussi l'héritière de l'affaiblissement probablement définitif des États nationaux qui avaient rempli l'histoire du continent de bruit et de fureur. Abaissement particulièrement spectaculaire dans le cas de l'Allemagne qui, géant économique, est restée longtemps un nain politique et dont les dirigeants continuent, Joska Fischer en tête, à penser que l'ennemi principal dont il faut se garder est la renaissance d'un nationalisme allemand qui a provoqué des catastrophes sans précédent. L'Europe s'est constituée sur le refus de politiques étatiques, de politiques de la puissance. On a vu encore en 1956 des dirigeants des gouvernements anglais et français tenter de défendre leur position traditionnelle en Égypte contre le nationalisme nassérien et ces pays ne peuvent pas oublier que c'est les États-Unis, sous la direction du Président Eisenhower, qui les obligèrent à faire machine arrière et à abandonner leurs positions traditionnelles en Égypte et dans la Méditerranée orientale. Ce refus de la politique de puissance, cette méfiance à l'égard des nationalismes, est

l'axe principal de la politique des pays européens. Ce jugement est difficile à énoncer, parce qu'on peut lui donner une expression positive aussi bien qu'une expression négative. L'expression positive est que les crises qui peuvent opposer la Grande-Bretagne à la France ou à l'Allemagne ne semblent à personne pouvoir conduire à une guerre entre pays européens. L'expression négative de cette constatation est que l'Europe a consciemment et continûment refusé de se donner les moyens d'une politique internationale.

Si on définit de manière classique l'État à la fois par la monnaie et par l'armée, l'opposition entre ces deux domaines apparaît clairement dans l'histoire de la construction européenne, alors que la création d'une monnaie commune a été en grande partie un succès, malgré le refus de la Grande-Bretagne d'entrer dans le nouveau système monétaire. Les efforts pour créer une force européenne de défense et du même coup une capacité diplomatique du continent n'ont connu que des échecs, la force d'intervention franco-allemande étant restée la tentative la plus avancée de création d'un instrument militaire de politique internationale et n'ayant pas réussi à se maintenir. On s'interroge aujourd'hui même sur le sens que pourrait avoir la proposition faite par la Commission Giscard d'Estaing de créer un ministère européen des Affaires Étrangères, étant donné les divisions profondes, presque complètes, qui viennent de déchirer l'Europe placée en face des initiatives américaines. Nombreux sont, surtout en Grande-Bretagne et en France, ceux qui ne prennent pas leur parti de la perte de puissance de leur pays. Le Général de Gaulle a manifesté, de manière plusieurs fois spectaculaire, sa volonté de donner à la France un rôle autonome dans les affaires internationales. En Grande-Bretagne, c'est Tony Blair qui, de la manière la plus constante, a voulu, non pas placer la Grande-Bretagne aux côtés des États-Unis, mais donner à la Grande-Bretagne une capacité d'intervention, une politique de puissance à laquelle son passé impérial lui rend difficile de renoncer.

Nombreux sont ceux dans tous les pays qui ont souhaité une intervention plus ferme de l'Europe dans les différentes phases de la décomposition de la Yougoslavie de Milosevic. Nombreux sont aussi ceux qui auraient voulu ou veulent que l'Europe, qui apporte une aide très importante aux Palestiniens, ait un poids beaucoup plus important dans les décisions politiques qui affectent le Moyen-Orient et, en particulier, les rapports entre Israël et les Palestiniens pour lesquels il est indispensable de construire un État national. Il me semble personnellement d'autant plus important de comprendre les raisons et de mesurer les effets du refus de toute politique de puissance et, en fait, de toute politique internationale que je dois faire état ici de mes engagements constants en faveur d'une politique internationale active allant jusqu'à l'intervention militaire, ce qui a été nécessaire, me semble-t-il, en plusieurs occasions. Certains verront dans les initiatives du gouvernement français actuel l'expression néogaullienne de la volonté d'avoir une politique internationale indépendante et donc de s'opposer à l'hégémonie américaine. Cette interprétation me semble erronée. Il était impossible au gouvernement français de ne pas savoir quelle était la position de la Grande-Bretagne et de ne pas être informé sur les intentions de l'Espagne ou des pays de la «nouvelle Europe du Centre-Est». L'intention du gouvernement français, appuyé par le gouvernement allemand, a été d'opposer à l'unilatéralisme américain l'appel aux institutions internationales et, en particulier, au Conseil de Sécurité, appel d'autant plus solide qu'il était soutenu par une vaste majorité de l'opinion publique de pratiquement tous les pays européens. Cette position des gouvernements français et allemand a été interprétée comme une attaque et une insulte par le gouvernement américain qui a essayé de déclencher un mouvement de francophobie dans l'opinion américaine.

Il n'en reste pas moins que les longs débats du Conseil de Sécurité ont mis en lumière les contradictions de la politique américaine.

Les contradictions américaines

Il ne s'agit pas ici de rappeler les péripéties des débats au Conseil de Sécurité jusqu'à l'échec final des États-Unis et de la Grande-Bretagne qui n'ont pas pu rassembler une majorité sur leur nouveau projet de résolution. Ceci est l'affaire des historiens ou encore des journalistes. Il s'agit de manière plus limitée de nous interroger à travers ces événements sur la nature du projet américain. De manière presque spontanée, j'ai accepté le discours tenu par le Président Bush sur son pays et sur son propre plan, quitte à garder de côté des critiques visant cette politique ou ses conséquences prévisibles. Mais peut-être un tel débat est-il, en partie au moins, inutile, car on peut se demander si le grand projet américain existe vraiment ou, au contraire, s'il est une rhétorique tellement éloignée de décrire des situations réelles qu'il s'enferme rapidement lui-même dans des contradictions. À mesure que les jours ou les heures passaient, le monde entier a pu se rendre compte des incohérences de la politique américaine et même de son absence de crédibilité.

La contradiction principale a reposé sur le fait de mener une campagne active au Conseil de Sécurité et, en même temps, de répéter constamment que les États-Unis détruiraient Saddam Hussein et son régime quel que soit le résultat des discussions diplomatiques liées au Conseil de Sécurité. Tout ceci a mis en lumière beaucoup plus que l'ampleur d'un projet politique qu'on peut accepter ou rejeter, mais qui a pu paraître un élément essentiel de l'avenir prévisible du monde entier. De la même manière que pendant les séances du Conseil de Sécurité les États-Unis n'ont pas apporté les preuves qu'on attendait d'eux de ce qui les menaçait, de même le monde entier observe que les États-Unis se sont engagés dans un conflit d'une extrême gravité sans indiquer la manière dont ils prévoyaient le développement de la situation. Dès le début, on a été frappé par les attitudes contradictoires à l'égard de la

Turquie et, par conséquent, des Kurdes du Nord de l'Irak. Qu'en sera-t-il demain si la résistance de certaines régions conduit à l'éclatement du pays? Pense-t-on établir dans le Sud un régime qui convienne à l'Iran? Jusqu'à quel point souhaite-t-on éliminer les élites qui ont dirigé l'Irak pendant les dernières décennies? Qu'attend-on des pays voisins, etc.? Autant de questions élémentaires sur lesquelles il est normal que le gouvernement américain ne rende pas publiques ses décisions, mais qui ne semblent pas être posées sur la place publique aux États-Unis, comme si l'acte de guerre se suffisait à lui-même comme affirmation non pas d'un projet total, mais d'une puissance totale d'une hégémonie qui soit sa propre fin.

L'idée que la politique puisse se réduire aujourd'hui à une affirmation ou une revendication de puissance apparaît à première vue choquante, et pourtant c'est bien dans cette direction qu'on est obligé de s'avancer, puisque les informations données par la réalité historique sur la situation au Moyen-Orient semblent rendre arbitraire le discours américain officiel. D'autant plus arbitraire qu'à la surprise générale il n'est pas mis en cause aux États-Unis eux-mêmes par les dirigeants et, en particulier, par ceux du parti démocrate. Tout se passe comme si le Président des États-Unis avait inventé un discours et une description de la situation à usage essentiellement interne. Cette impression n'a cessé de se renforcer au long des délibérations du Conseil de Sécurité où les propositions faites par divers pays, faisant écho aux réactions de l'opinion publique, ont semblé beaucoup plus près de la réalité que les déclarations américaines, celles du Secrétaire d'État en particulier, faisant référence à des informations inquiétantes et qui n'ont jamais été communiquées ou appuyées sur des documents. La position officielle américaine et les reproches qu'elle adresse à l'Europe perdent presque tout sens à partir du moment où les dangers qu'elle dénonce ne semblent pas être réels ou apparaissent au moins comme très exagérés. La politique qu'on appelle réaliste et qui

repose directement sur la lutte pour la puissance et le pouvoir a des fondements solides à partir du moment où la réalité du conflit et de la concurrence est indiscutable. Il n'existait aucun doute sur le danger que représentait l'Union Soviétique, par exemple, au moment de la crise des missiles. On peut, au contraire, se demander comment on a pu faire accepter à des hommes politiques et à des journalistes l'idée de la dangereuse puissance militaire de l'Irak, alors que ce pays ne semble pas avoir récupéré toute la force qu'il avait perdue au lendemain de la guerre du Golfe en 1991. Même les meilleures analyses, comme celles de Robert Kagan, sont affaiblies du fait qu'elles admettent comme allant de soi le réalisme de la position du gouvernement américain. Or, il semble bien qu'il soit impossible de parler ici de choix réaliste ou même de réponse à un danger imminent. La position américaine ne semble pas avoir eu d'autres destinataires que les Américains eux-mêmes et tous les témoignages s'accordent pour dire avec quelle réserve l'opinion américaine a accepté le message qui venait de son Président, relayé par les principaux médias. L'opinion américaine n'a pas été plus anxieuse qu'il ne convenait et les réactions de la population en général n'ont pas traduit la panique qu'aurait pu causer la référence constante aux dangers courus par la population, à la merci des attaques terroristes suicides.

Il n'est pas suffisant non plus de réduire les contradictions américaines à une lutte d'intérêts entre, par exemple, le chef du Pentagone, Donald Rumsfeld, et le maître de la politique extérieure des États-Unis, Colin Powell, Secrétaire d'État. Le silence maintenu de manière surprenante par l'ensemble de la classe politique et, pendant longtemps, par la presque totalité des grands médias, s'explique mieux à partir du moment où les grandes déclarations officielles sur l'axe du mal ne semblent pas reposer sur une évaluation correcte de la réalité. Au moment où j'écris, il est difficile, impossible même, de prévoir le développement des opérations et le degré de résistance que les troupes irakiennes et le gouvernement de

Saddam Hussein lui-même opposeront à l'offensive massive américaine. Il serait surprenant que l'absence presque complète de réaction militaire des Irakiens ces derniers jours se poursuive et les experts consultés pensent que la tactique irakienne consiste à se replier sur les grandes villes, sur Bagdad en particulier, où le terrain est plus facile à défendre et où l'adversaire s'oriente plus difficilement que dans les grands espaces vides du désert où il peut déployer ses forces. Rien n'autorise quiconque, et moi-même pas plus que les autres, à dire qu'il n'y aura pas de résistance et à dire même qu'il n'y aura pas d'emploi d'armes chimiques ou biologiques. En revanche, l'opinion mondiale ne s'y est pas trompée: elle a été impressionnée et scandalisée par le déséquilibre des forces: l'armée irakienne semble nettement plus faible qu'elle ne l'était en 1991, époque à laquelle on disait, en la surévaluant, qu'elle était la quatrième force armée du monde, et la disproportion entre les moyens déployés par les Américains et les Anglais et l'apparente capacité de résistance des Irakiens est impressionnante. Certes, l'Irak peut apparaître au Président américain comme une menace, au même titre que beaucoup d'autres pays et, en particulier, que la Corée du Nord. Mais il semble plus que difficile, après les observations des inspecteurs des Nations-Unies et après les résultats des premiers jours de la guerre, de parler d'une puissance militaire irakienne menaçant directement les États-Unis. De même, s'il est impossible d'écarter la possibilité d'attaques terroristes sur le sol américain ou en d'autres lieux, on ne peut que constater que, jusqu'à présent, aucune tentative sérieuse n'a été signalée et a fortiori qu'aucune attaque importante n'a pu avoir lieu. C'est cette disproportion qui explique, en bonne partie, la généralisation des mouvements de protestation et des marches contre la guerre dans les pays les plus divers. L'opinion mondiale ne croit pas à l'existence d'une menace grave contre les États-Unis qui aurait expliqué l'intervention de ceux-ci. Tel est bien, en effet, et quelle que soit l'évolution des événements dans les jours à

venir, le fait principal dont il faut partir : le discours et la politique américaines ont d'autres raisons d'être et d'autres objectifs que de correspondre à une analyse objective de la situation et on doit s'étonner du silence que continuent à garder les dirigeants de l'opposition politique aux États-Unis.

La politique sans contenu

Les observations qui viennent d'être faites prennent plus d'importance encore si on les replace dans un contexte plus général. On observe, en effet, dans la plupart des pays un recul de la politique, un affaiblissement des institutions politiques et aussi de l'intérêt et de la confiance que les populations marquent à leurs représentants politiques. On observe l'arbitraire des pouvoirs et de leur discours, d'un côté, et des protestations très peu politiques, beaucoup plus idéologiques et morales, de l'autre côté. C'est en ce sens que l'expression de la lutte du bien et du mal est acceptable, puisque ces catégories, par définition, sont construites par les sociétés elles-mêmes. Tout se passe comme si des discours également vides de contenu se faisaient la guerre au prix d'opérations militaires réduites, mais d'un nombre élevé de victimes civiles.

Ne peut-on pas ici se laisser aller à donner un tableau très pessimiste de la vie politique dans l'ensemble du monde? Il ne semble y avoir ni acteurs politiques, ni conflits sociaux sur lesquels les acteurs politiques prennent appui. Nous n'entendons que deux discours également non politiques : celui de la mission confiée par Dieu aux États-Unis et celui d'un pacifisme qui risque d'être affaibli par son absence de sérieux dans sa manière d'analyser les situations nationales au Moyen-Orient. Ce sont deux types de discours moraux qui s'opposent l'un à l'autre. Ni l'un ni l'autre n'a de contenu social ou de capacité d'influence politique réelle. Combien nous sommes loin de la guerre froide ou même de la politique

de Milosevic dans les Balkans! Presque toujours, les débats et les décisions politiques nous ont donné l'impression d'avoir un fort contenu historique réel, au point que tous les principaux acteurs semblent avoir rempli un rôle que l'histoire leur imposait. Aujourd'hui, on peut, et même on doit, douter de la réalité des problèmes et des menaces invoquées par les dirigeants des deux camps pour justifier leur absence de soumission à l'opinion publique. Ce qui conduit à penser que les acteurs et les enjeux placés au centre de la politique mondiale pourraient bien n'être que des ombres. En d'autres termes, les dirigeants des États s'adressent plus facilement à Dieu qu'à leur population et se soucient peu de nourrir la vie politique de calculs et de projets susceptibles d'avoir des conséquences directes pour les populations en cause.

Cette impression d'irréalité est certainement grande dans les dictatures dont la violence ne parvient jamais à cacher la fragilité et l'incohérence. Mais la fragilité est aussi grande dans ce qu'on peut appeler le centre du système mondial où le Président de la seule grande puissance actuelle construit une image de la réalité qui est presque entièrement artificielle et chaque jour démentie par les événements.

Cette constatation, si simple qu'elle soit, oblige à porter un jugement très négatif sur les processus démocratiques dans le monde contemporain. Tout se passe comme s'il s'agissait de tous côtés de renforcer des positions de pouvoir, sans même s'interroger sur la réalité des problèmes évoqués et sur la probabilité de telle ou telle issue à une situation chargée d'images arbitraires et de déclarations trompeuses.

L'irréalité des discours et des politiques des camps opposés est si grande qu'elle entraîne les tentatives européennes de négociation et de répression contrôlée qui semblaient à première vue justifiées au contraire par leur résistance à l'irréalité des conditions imprévues. L'Europe n'a pas d'analyse à proposer, d'initiative à prendre, de modèle d'avenir à

imposer. Cette sombre constatation est d'autant plus facile à admettre que l'Europe a conscience, elle aussi, de défendre un droit social et des systèmes de redistribution sociale qui ne correspondent plus aux espoirs mis dans le Welfare State, il y a un peu plus d'un demi-siècle. Le Conseil de Sécurité n'a pas réussi à imposer une médiation ou une intervention. Du moins, le Conseil de Sécurité a-t-il joué un rôle positif dans la mesure où il ne s'est pas laissé convaincre de la réalité d'affrontements, qui semble mieux correspondre au discours d'Hollywood qu'à celui de la Maison Blanche.

Une imposture?

Il est impossible de ne pas pousser ces observations jusqu'à leur terme logique. Ni les arguments en faveur de la thèse américaine ni ceux qui la contredisent ne parviennent à dissiper le malaise grandissant que nous éprouvons en constatant l'irréalité des discours et des situations elles-mêmes. Que de chemin parcouru depuis l'époque, pourtant pas si lointaine, où les analyses et les actions étaient dominées par des schémas d'inspiration économique, qu'ils soient marxistes ou de type libéral. Pendant une longue période, on a même cru, en Europe comme en Amérique du Nord et dans d'autres parties du monde, que c'était l'économie qui commandait directement les actions politiques. Or, voici que non seulement on a redécouvert, ce qui était nécessaire et important, l'autonomie des faits et des actions politiques, mais encore on semble avoir d'un coup et, presque sans y réfléchir, rejeté tout lien entre la vie économique et sociale, d'un côté, et les décisions de l'État, y compris ses interventions militaires, de l'autre. En peu d'années, et en particulier depuis la chute de l'empire soviétique qui donnait au moins l'impression ou l'illusion que s'opposaient à l'échelle du monde non seulement deux grandes puissances, mais encore des idéologies, des intérêts et des

formes d'organisation sociale opposées, tout d'un coup tout lien entre les réalités économiques et sociales et les États ou les politiques militaires semble avoir disparu au profit seulement d'un appel assez vague au « choc des cultures ».

La politique, ou ce qu'on nomme ainsi, nous apparaît dans presque toutes les parties du monde comme étant dissociée des réalités économiques, sociales et culturelles. Cette situation détruit plus sûrement les grands centres de pouvoir et leurs idéologies que les affrontements semi-réels qui semblent mettre face à face des projets mondiaux. Il est peu probable que cette irréalité du monde politique puisse durer longtemps. Ce serait même la conclusion la plus satisfaisante de cette analyse que d'annoncer l'autodestruction probable aussi bien des régimes antidémocratiques qui mobilisent des croyances religieuses, en particulier dans le monde arabe, que d'un Président américain dont le discours se réfère presque uniquement à des convictions religieuses, en l'absence de toute vision proprement politique. Les grands affrontements qui ont dominé le monde au cours du siècle qui vient de s'achever semblent avoir disparu. Nous avons souffert des ravages créés par les idéologies et les systèmes totalitaires. Il semble que nous soyons maintenant menacés plus encore par le vide et l'absence de fondement et de projets des politiques en présence. Le nonsens est aussi dangereux que l'excès de sens.

La reconstruction?

Certes, il ne s'agit pas seulement ici de la reconstruction d'un pays dévasté par une guerre, reconstruction indispensable d'un pays qui est soumis en ce moment même à l'assaut de forces qui dépassent de très loin les siennes. Il s'agit de savoir s'il est possible de reconstruire un système politique mondial, et plus précisément les institutions internationales, comme le Conseil de Sécurité, qui ont à la fois montré leur

importance et leur impuissance à arrêter les politiques fondées sur la force. C'est ici que l'Europe retrouve sinon une partie de l'importance qu'elle a perdue, du moins la capacité et la nécessité de prendre des décisions. Beaucoup pensent que cette guerre a été décidée par les États-Unis contre l'opinion internationale et que c'est à ce pays qu'il incombe de prendre en charge la reconstruction de l'Irak qu'il vient de détruire en partie. D'autres, au contraire, pensent que le moment est venu de rétablir l'autorité des Nations-Unies et, par conséquent, d'ouvrir un débat international sur l'avenir non seulement de l'Irak, mais de l'ensemble du Moyen-Orient. Il n'est pas impossible d'imaginer que l'appel à des pays non engagés dans la guerre ou de manière seulement marginale conduise à mettre en question des situations bien différentes et, en particulier, à changer les termes dans lesquels se pose la question palestinienne. Il est facile ici de prendre ses désirs pour des réalités et de donner en particulier à l'Union Européenne un rôle qu'elle n'a pas eu puisque les États-Unis ont imposé leur solution unilatéralement. Il ne s'agit pas ici de faire des prévisions ou d'exprimer des préférences, mais de s'interroger sur les possibilités actuelles d'une reconstruction de l'espace politique, c'est-à-dire sur l'établissement de nouveaux liens entre la politique et les sociétés. L'affaiblissement accéléré de toutes les parties en présence et la fragilité de toute la région semblent créer une possibilité et même la nécessité d'une intervention internationale, et, par conséquent, de la reconstruction de ce qui a été détruit par l'irréalisme de toutes les parties en présence. Il est probable que, dès maintenant, les principaux pays, et, en particulier, ceux qui se sont opposés à la politique américaine, vont devoir annoncer leur acceptation ou leur refus de participer à une reconstruction qui sera non seulement celle d'un pays, mais aussi celle des relations internationales. La situation est si gravement dégradée que les appels à une intervention du plus grand nombre de pays possible à la reconstruction de l'Irak ont des chances d'être entendus. On peut néanmoins penser que

de telles interventions ont peu de chances de réussir car, au lendemain de sa défaite, l'Irak sera un protectorat américain et l'occupation militaire ne pourra pas d'un jour à l'autre être remplacée par une gestion civile, comme cela a été le cas au Kosovo, puisque cette guerre et ses résultats ont été l'œuvre des seuls États-Unis d'Amérique, appuyés par la Grande-Bretagne. On est donc tenté de penser que le triomphe de la force va imposer le cadre dans lequel seront entreprises toutes les reconstructions, des plus matérielles aux plus institutionnelles. Et il n'est pas certain, loin de là, que le monopole américain des décisions à prendre n'ait que des conséquences négatives, alors que la guerre en elle-même peut être jugée de manière entièrement négative. Peut-être faut-il la toute puissance du vainqueur pour débloquer la situation en Palestine, pour imposer aux parties en présence la création d'un État palestinien capable de coexister avec l'État d'Israël? Ceci nous rappelle que la politique de puissance, la *Machtpolitik*, n'a pas forcément que des effets négatifs et que c'est au lendemain des combats et d'une victoire que des transformations peuvent s'opérer, ne serait-ce que par l'affaiblissement de tous les acteurs qui ne s'identifient pas entièrement au vainqueur.

Dans le même esprit, on peut avoir les plus grands doutes sur la possibilité que la victoire américaine conduise au progrès de la démocratie dans cette région. Le chaos ou simplement l'entière soumission au vainqueur étranger ou encore l'arrivée au pouvoir de dirigeants politiques ou civils au service du vainqueur ont plus de chance de se réaliser que la construction d'une démocratie dans une région où ce type de régime n'a jamais existé et où les réalités les plus immédiates s'opposent visiblement à la construction d'une citoyenneté et au fonctionnement d'institutions représentatives. La destruction de la vie politique sera inévitablement poursuivie jusqu'à son terme, c'est-à-dire que les conséquences d'une politique fondée sur la force se feront sentir longtemps encore et entraîneront toutes les formes de violence et d'arbitraire, avant que puissent se

construire des espaces politiques autonomes et orientés vers certains éléments de fonctionnement démocratique.

Telle est bien la conclusion à laquelle mène inéluctablement le triomphe de la force sous des formes très différentes selon les pays. Les institutions qui ont été vidées de leur contenu ou détruites ne renaissent pas d'elles-mêmes, car elles n'ont pas de capacité propre de mobilisation. Le monde hobbesien ne peut être transformé ou détruit que par ce qui est le plus loin de lui, c'est-à-dire les demandes, les revendications, les innovations, les rêves venus d'en bas, qu'il s'agisse de mouvements sociaux, de courants d'opinion ou de transformations culturelles. Toute l'évolution de l'époque récente nous a éloignés de plus en plus de ce niveau de la vérité. Aussi bien les espoirs révolutionnaires que les réformes qui ont fait naître le Welfare State sont aujourd'hui privés de tout contenu. Il n'y a plus de place pour l'invention sociale et pour la formation de nouvelles demandes adressées au système politique. Comme si les médiations politiques n'avaient à faire qu'aux politiques de puissance et jamais aux transformations sociales et culturelles; comme si la seule dynamique était en haut de la société et non plus en bas. Ce qui signifie l'épuisement de l'esprit démocratique.

Telle est bien la conclusion simple et qu'on peut juger plus ou moins pessimiste, selon son propre tempérament et ses propres attentes, de l'examen de cette grande crise qui vient d'ébranler le monde. Ce monde est privé de vie démocratique. Même s'il n'est pas question de confondre l'épuisement de la démocratie et sa destruction par la force, on peut penser que c'est bien au niveau mondial que s'opèrent des concentrations de pouvoir, des conflits géopolitiques, voire même des affrontements culturels qui aboutissent tous à rendre de plus en plus infertile la terre dont, en d'autres temps et dans d'autres circonstances, certains ont fait ou voulu faire la démocratie. Comment ne pas insister en terminant sur ce

qu'un examen attentif révèle le mieux dans la logique des événements et des idéologies qui se sont imposés à nous : tout ce bruit, toute cette fureur n'ont presque aucune relation avec la recherche de la justice ou de la liberté, avec la défense de droits sociaux ou culturels ou avec la formation d'institutions démocratiques. Comme si, en ce début de siècle, il fallait reprendre à zéro la construction réelle de la démocratie, qui est recouverte aussi bien par l'arbitraire du pouvoir absolu que par l'influence que donne l'argent, ou par l'obsession de l'identité. Chaque jour davantage les dirigeants essaient de nous convaincre que les plus nobles valeurs sont engagées dans les combats qu'ils mènent. Il n'en est rien. Jamais depuis longtemps les mots les plus nobles, comme ceux de droits de l'homme ou d'égalité n'ont été aussi absents de la vie politique, alors même qu'ils sont présents dans une grande partie de la population.

La fin de la modernité politique?

Nous étions habitués depuis les grandes révolutions et les mouvements d'indépendance des pays modernes, Hollande et Grande-Bretagne en tête, puis États-Unis et France, puis pays de domination espagnole ou portugaise et bien d'autres en même temps ou après, à établir un lien de plus en plus fort entre des objectifs sociaux, économiques et même culturels et les interventions de l'État. Nous considérions même de plus en plus que le sens le plus concret de la démocratie consistait en ce que celle-ci soit représentative, c'est-à-dire à ce que la supériorité des objectifs sociaux représentés par le pouvoir législatif l'emporte sur la logique de l'État, dont l'action militaire est une forme extrême. Or, partout dans le monde, les objectifs sociaux ou bien se sont affaiblis et comme dissous dans un certain bien-être ou ont été si complètement manipulés et utilisés par des pouvoirs totalitaires qu'ils ne peuvent plus être l'objet d'un discours crédible.

La responsabilité de cette situation n'est pas à chercher en un point ou en un autre de la planète. C'est partout que les mots qui furent chargés d'esprit de libération ont perdu leur charge positive et toute importance ou bien sont devenus les porteurs d'objectifs contraires à ce qu'ils voulaient dire. Ce sont les réalités sociales qui deviennent indéfinissables et c'est pour cette raison même que le renforcement des études de sciences politiques ou d'études stratégiques a pour pair la véritable décomposition du champ des sciences proprement sociales, de la sociologie en particulier. D'un côté, nous voyons les empires en action et de l'autre nous ne pouvons pas aller au-delà de la subjectivité d'acteurs tournés vers eux-mêmes plutôt que vers la transformation d'une situation collective. Il y a loin, c'est vrai, des événements dramatiques que nous vivons en ce moment à des conclusions aussi générales. Mais pouvait-on imaginer qu'un pays comme les États-Unis, qui a si souvent tenu et avec une grande force le discours de la démocratie, en vienne en aussi peu de temps à tenir le discours de la peur, de la méfiance et de la guerre préventive? Pouvait-on imaginer que le conservatisme des sociétés musulmanes servirait de force d'appui à des projets bureaucratiques ou de nature totalitaire? Qui croit encore à l'efficacité des «mouvements de libération», quel que soit leur contenu? Même s'il faut nuancer de telles affirmations, lancées volontairement de manière abrupte, ne sommes-nous pas dans une situation où, sans revenir à l'affrontement des États nationaux ou des communautés territoriales, nous ne sommes pas davantage engagés dans des guerres liées à la recherche de matières premières ou de débouchés, ou des initiatives économiques plus larges encore? Nous sommes dans le monde hobbesien, qui repose sur la peur et non pas sur l'espoir.

C'est en ce sens qu'on peut parler de fin de la modernité politique, puisque, pendant plusieurs siècles, la politique est apparue comme chargée de renforcer et de rendre plus efficaces les demandes des peuples et de

chaque individu tourné vers la liberté, l'initiative et l'égalité des chances. Nul n'est surpris de voir un dictateur ou un autre mettre tout au service de son pouvoir absolu, voire même de son enrichissement personnel, mais le mal s'est répandu partout au point que le langage qui est tenu aujourd'hui par tant de dirigeants et par le Président Bush en premier lieu nous apparaît comme une prophétie qui se réalise elle-même (*self-fulfilling prophecy*). Le champ politique se déclare lui-même indépendant de toute finalité sociale. De même que, dans certains cas, c'est le système financier qui semble commander le système économique auquel il devrait être subordonné, nous avons de plus en plus souvent l'impression que c'est l'esprit de guerre qui commande la politique, tandis que celle-ci ne tient plus aucun compte des demandes qui sont sensées venir du bas dans tous les types de politiques démocratiques. Il serait d'un optimisme excessif et même d'un ethnocentrisme dangereux de croire que l'Europe échappe à ces contradictions et qu'elle constitue une sorte de troisième voie de conception, certes privée de la force des armes, mais ayant conservé une grande capacité de participation sociale. Il faut voir bien davantage en Europe soit l'adhésion à la politique américaine soit l'expression embarrassée, même lorsqu'elle est vigoureuse, d'un refus de prendre des responsabilités et d'une incapacité de définir de nouveaux objectifs sociaux. Que les circonstances que nous vivons nous rendent plus sensibles à l'urgence de réinventer les fondements sociaux de toute politique démocratique!

Il faudrait s'en tenir là, arrêter la caméra sur ce plan fixe : le pouvoir, tel un Dieu, engendrant une histoire réduite à sa propre parole, au centre d'un espace public complètement vide. Il y a des spectateurs innombrables, mais pas d'acteurs, dans ce théâtre qui peut disparaître à tout instant comme il peut, au contraire, sembler construit pour l'éternité. Ce que le spectateur ressent le plus fortement est que la parole du Dieu et l'image filmée des événements sont collées l'une à l'autre, ne laissant

aucune place à l'interprétation, à la discussion, à l'analyse elle-même. Les faits semblent se suffire par eux-mêmes et la télévision, présente dans les chars d'assaut, nous place tous au plus près de la ligne de feu, là où il n'y a ni temps ni espace pour la réflexion et des hypothèses divergentes.

Et pourtant, il est impossible que la scène soit aussi complètement et durablement vide. Il faut donc regarder plus attentivement ce qui semble vide et immobile et on y aperçoit, en effet, deux zones en mouvement, dans des directions opposées.

La première, moins visible mais d'une ampleur plus grande que l'autre, vient de ce que l'absence d'acteurs entraîne le renforcement des agents les plus proches du pouvoir et les plus éloignés des idées et des initiatives qui font progresser la démocratie. Le silence du peuple est favorable aux riches et, plus encore, à ceux qui veulent surtout limiter les libertés pour écarter le « désordre ». Dans l'Amérique d'aujourd'hui, le recul des droits acquis s'est accéléré. Qu'il suffise ici d'évoquer le sort des prisonniers de Guantanamo privés de toutes les garanties juridiques auxquels les détenus ont droit aux États-Unis. Et aussi de mesurer le reflux des crédits publics consacrés au bien-être social. Quand l'ordre règne, il est rare que ce ne soit pas à l'avantage des riches et des puissants.

Mais regardons aussi de l'autre côté car, dans l'ombre, s'agitent des acteurs, des idées, des moyens de communication nouveaux et qu'on ne peut pas considérer comme des résidus ou des phénomènes marginaux. Même s'il faudrait une attention plus soutenue pour bien percevoir ce qui s'agite dans une ombre relative, il faut voir ici non pas les derniers foyers de résistance à l'ordre de la parole toute-puissante, mais les forces et les formes sociales qui pourront rendre vie à l'espace public aujourd'hui vide. Ce qu'on aperçoit est, en effet, très différent de ce qui occupait la scène publique avant le triomphe de la politique de puissance. Il n'apparaît pas de nouveaux acteurs sociaux ou économiques, mais des acteurs

aussi complètement occupés à l'affirmation d'eux-mêmes et de leurs droits et à leur réflexion sur eux-mêmes et sur leurs possibilités d'être de vrais acteurs, c'est-à-dire des sujets libres et responsables, que le pouvoir l'est dans la transformation directe de sa parole en réalité sociale. Sur les ruines des sociétés, se font face d'un côté la puissance et de l'autre la morale, et les adversaires en présence parlent le langage des dieux plutôt que celui des hommes. Ce qui fait d'eux de véritables adversaires et non pas les représentants du passé et du présent.

La pensée des sciences humaines, avec lenteur mais avec une fermeté croissante, s'adapte à ces transformations. Elle reconnaît comme central l'affrontement de la parole toute puissante et du regard intérieur, de l'hégémonie et de l'individualisme. Du coup, les barrières entre les « disciplines » tombent au profit de la renaissance de ce qu'on avait appelé la science de l'homme, on dirait aujourd'hui la science humaine.

Enfin, dans ce monde trop vide ou trop rempli par les images émises par le pouvoir, de nouveaux circuits de communication et d'initiatives se créent, parmi lesquels Internet occupe la place centrale et qui combattent les messages trop officiels émis par le pouvoir central.

C'est en Amérique du Nord, me semble-t-il, plus qu'en Europe ou qu'en Asie économiquement modernisée que prennent corps le plus rapidement ces éléments qui deviendront les composantes principales de la vie sociale, quand celle-ci se dégagera de son image post-historique actuelle pour revenir à la modernité qui est création, conflit, invention et réflexion à la fois. Les Européens sont encore trop souvent enfermés dans le regret d'un passé pourtant aboli dans leur continent comme partout dans le monde. Mais les frontières sont perméables aux mouvements des éléments qui préparent l'apparition de nouvelles sociétés modernes et c'est partout dans le monde, au plus près du centre comme

dans les périphéries, que commencent à se remplir des espaces qu'on croyait définitivement désertés.

On peut aussi être plus optimiste encore que je ne le suis et penser que la rapidité avec laquelle la doctrine Bush s'est installée au pouvoir peut faire espérer un reflux rapide, une défaite politique cuisante. De fait, on a rarement vu un prince qui s'identifie aussi fortement à la guerre rencontrer en face de lui soit le silence soit les cris des opposants.

Mais ici l'analyse cède le pas au *wishful thinking* et ce n'est pas au sociologue à tenir ce langage. Il lui revient plutôt de rendre visible la rupture qui a conduit en peu de temps des rêves de la globalisation économique à la mobilisation du plus puissant État pour créer l'ordre politique et religieux d'un monde figé dans l'immobilité. Inversement, comment ces constatations sur le monde vide d'aujourd'hui n'éveilleraient-elles pas en même temps l'espoir d'une renaissance des sociétés, de la politique et de l'histoire? Le hasard fait que vous m'avez invité à parler dans votre réunion solennelle au moment même où l'histoire semble arrêtée par le geste du souverain. Je souhaite que cette coïncidence, que j'ai refusé d'utiliser pour défendre des intérêts ou des idéologies, nous incitera tous à accélérer le retour des idées, des débats et de l'espoir.

